



SCÉNARIO PRÉVISIONNEL

1,1% : sans relèvement significatif du commerce extérieur, la croissance économique wallonne devrait rester modeste

La poursuite de la baisse de l'inflation en Europe demeure la clé pour déverrouiller la demande externe, mais aussi la politique monétaire et les investissements. En attendant, l'activité économique régionale peut encore s'appuyer sur la consommation privée (+1,2 %) et la résistance de l'emploi (+0,6 %).

La reprise de la demande extérieure semble en effet une nouvelle fois reportée. Les indicateurs manufacturiers font toujours état d'une contraction de l'activité industrielle européenne. Or, le **commerce mondial** progresse peu et la croissance aux États-Unis, plus robuste jusqu'ici, devrait entamer une phase d'atterrissage en douceur. En Zone euro, la confiance des ménages et des entreprises demeure fragile, pesant encore sur les dépenses intérieures qui ne se raffermiront qu'en 2025, à mesure que l'inflation poursuivra son repli et la Banque centrale, son cycle d'assouplissement monétaire. Cette évolution des prix, décisive dans notre scénario, devrait permettre à la croissance de la Zone euro de se relever à +1,2%.

L'activité économique wallonne a ralenti depuis le début de cette année. En effet, le soutien de la consommation des ménages à la croissance régionale s'est réduit tandis que le contexte international demeurait peu favorable au développement des exportations et que les conditions monétaires restrictives continuaient à peser sur les dépenses d'investissement. Or, les indicateurs conjoncturels les plus récents font état d'une progression toujours lente de l'activité économique en deuxième partie d'année. La croissance du PIB régional ne se relèverait de manière graduelle que dans le courant de l'année 2025.

À la faveur de l'amélioration progressive des débouchés extérieurs, les **exportations internationales wallonnes** enregistreraient une croissance de quelque +2,0 % en 2025, un rythme qui demeure inférieur à celui de la demande potentielle, reflétant la perte de compétitivité-coût constatée depuis 2022.

Bien qu'affaiblie, la demande intérieure demeure dès lors le principal soutien à la croissance régionale. **Les ménages** bénéficieraient de gains de pouvoir d'achat toujours conséquents en 2025. Ces évolutions de revenus devraient encore donner le ton de la croissance des dépenses de consommation des Wallons (+1,2 % en 2025). Les hésitations de la confiance (liées notamment aux annonces de pertes d'emploi) et la stabilisation des intentions d'achats suggèrent toutefois une certaine retenue et le maintien d'un taux d'épargne à un niveau plus élevé qu'avant la crise sanitaire. Les intentions d'investissement des ménages progressent néanmoins. La détente attendue des conditions de financement devrait progressivement favoriser leur concrétisation, de sorte que l'investissement résidentiel sortirait du rouge.

La demande du secteur public, quant à elle, devrait être moins soutenante en 2025 qu'en 2024. Dans un contexte budgétaire plus strict, le ralentissement des embauches et des achats abaisserait la contribution de la consommation publique l'année prochaine. Quant aux investissements publics, ils pourront continuer à compter sur le Plan de relance régional, mais subiront la fin du cycle d'investissement des pouvoirs locaux.

Des mouvements exceptionnels sont à l'œuvre pour **les investissements des entreprises**. Un investissement massif dans les TIC s'est en effet produit en début d'année. Il masque à lui seul la trajectoire conjoncturelle sous-jacente selon laquelle la croissance des investissements serait plutôt modeste. Les exigences en faveur d'une transformation numérique et écologique restent bien sûr prégnantes, mais la reprise en 2025 de l'ensemble des investissements des entreprises dépendra de l'amélioration des perspectives en Zone euro et de la poursuite de l'assouplissement des conditions de crédit, alors que les capacités internes de financement ont eu tendance à s'amenuiser récemment.

Avec le ralentissement de la croissance économique, **la création nette d'emplois** a également fléchi et le chômage indemnisé ne recule plus que légèrement aujourd'hui. Pourtant, même en léger repli, la pression de recrutement reste forte dans une perspective de long terme. Elle se manifeste davantage sur les postes fixes, indiquant que les employeurs privilégient toujours la stabilité. La croissance de l'emploi ne se raffermirait à nouveau que progressivement dans le courant de l'année 2025, dans le sillage de l'activité économique. Elle atteindrait +0,6% en moyenne sur l'ensemble de l'année (soit 8 000 personnes).

Tableau - Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

	2024			2025		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	0,9	1,0	1,2	1,3	1,2	1,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,7	1,7	1,3	0,9	0,7	0,7
Formation brute de capital fixe	-1,6	1,7	6,6	1,3	2,7	-0,5
des entreprises, indépendants et ISBL	-	1,7	6,9	-	3,7	-0,4
des ménages	-	-4,6	-2,1	-	1,6	1,7
des administrations publiques	-	11,3	18,6	-	-1,4	-4,0
Variation des stocks ¹	-0,3	-0,5	-0,2	0,1	0,4	0,3
Exportations nettes de biens et services ¹	0,7	0,3	-0,7	0,1	-0,6	0,1
Exportations	1,6	-2,3	-1,6	2,3	1,6	2,0
Importations	0,2	-2,7	0,1	2,4	2,4	2,2
Produit intérieur brut aux prix du marché²	0,8	1,1	1,1	1,2	1,2	1,1
Emploi	0,7	0,4	0,3	0,4	0,6	0,6

(1) Contribution à la croissance annuelle du PIB (hors solde du commerce interrégional pour la Wallonie).

(2) Variation annuelle corrigée pour les jours ouvrables.

Sources : Données ICN et estimations IWEPS pour la Belgique et la Wallonie. Pour la Zone euro : observations Eurostat et prévisions FMI (22 octobre 2024).

Prévisions arrêtées le 25 octobre 2024

Retrouvez tous les résultats dans le N°66 de la publication « Tendances économiques » disponible à l'adresse :

- <https://www.iweps.be/publication/tendances-economiques-n66/>

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public. D'une part, il est l'autorité statistique de la Région wallonne. Dans ce cadre, il a pour mission de développer, produire et diffuser des statistiques officielles en réponse aux besoins des utilisateurs wallons (monde socio-économique, environnemental et scientifique, société civile, institutions publiques). Il coordonne à cette fin les activités du système statistique wallon. Il revêt par ailleurs la qualité d'autorité statistique de la Région au sein de l'Institut interfédéral de statistique. D'autre part, par sa mission générale d'aide à la décision, il produit des études et analyses diverses qui vont de la présentation de travaux statistiques et d'indicateurs à la réalisation de travaux d'évaluation de politiques publiques, de prospective et de prévision ainsi que de recherches et ce, dans tous les domaines de compétence de la Région. Plus d'infos : <https://www.iweps.be>